

Merci M. Monti!

Parfois l'adversaire de classe dévoile ses intentions d'une manière tellement claire qu'il nous aide. C'est le cas de [Mario Monti](#), qui se rend ainsi pour une fois utile. Nous, la gauche européenne, avons beaucoup argumenté et mobilisé contre l'austérité, à juste titre. Mais la politique des instances dirigeantes de l'Union européenne et des gouvernements nationaux ne s'est jamais réduite à cela. L'austérité a toujours été liée à des réformes structurelles. Et ce sont ces dernières qui sont les plus importantes, comme le souligne Monti. Car les coupes budgétaires et les réductions de salaires et de pensions ne sont que la première étape. Les réformes structurelles, dont l'objectif est rien de moins que le démantèlement de l'Etat social, sont beaucoup plus fondamentales. C'est ce que souligne Monti dans un article du Financial Times. Au passage il montre bien le rapport entre l'Europe et le national. Voici ce qu'il écrit :

« L'Europe fournit moins d'aide sur la tâche la plus importante : les réformes structurelles. L'Union monétaire européenne a mis l'accent sur la réalisation de la discipline budgétaire. En fin de compte, il s'agit d'une règle simple : si vous rencontrez une plus forte opposition à des réformes structurelles au niveau national, et si vous recevez moins de soutien de l'Europe sur ce point que sur la consolidation budgétaire, il est probable que vous ferez moins de progrès sur les réformes structurelles. C'est pourquoi je me félicite de la récente réorientation de la politique européenne – non pas en s'écartant de la discipline budgétaire, mais en mettant l'accent sur des recommandations concernant des réformes structurelles adaptées à la situation de chaque pays, par exemple pour rendre les marchés du travail plus flexibles. Quand j'étais membre du Conseil européen, je défendais l'idée que la voie à suivre était celle d'arrangements contractuels

entre la Commission et chaque pays sur des réformes spécifiques. Cela renforce l'influence de l'UE sur les gouvernements et renforce la main de chaque gouvernement par rapport à des groupes organisés au niveau national, tout cela dans l'intérêt de la réalisation de réformes structurelles. Couplé avec des mécanismes pour faciliter le financement des réformes dans les pays qui sont encore confrontés à des coûts de crédit élevés, mais qui poursuivent les politiques recommandées par l'UE, ces arrangements peuvent aider à pousser l'Europe vers de nouvelles réformes pour promouvoir la croissance et l'emploi. Le Conseil européen des 19-20 décembre, je l'espère, approuvera cela ».

Le petit manuel du casseur

C'est assez clair mais il n'est pas inutile de mettre les points sur les « i ». Pour « discipline budgétaire », lire austérité. Pour « rendre les marchés du travail plus flexibles », lire détruire toute la législation de défense des salariés, limitations du temps de travail ou des conventions collectives et bien plus encore. Monti a mis l'accent sur le marché du travail. Il aurait aussi bien pu parler de réformes des retraites dont le but ultime est l'introduction de pensions privées. Il aurait également pu évoquer la privatisation de la santé, voire encore la soumission de l'enseignement aux besoins des entreprises.

Surtout, soulignons la façon dont il met l'accent sur le rôle de l'UE. Chaque gouvernement national est obligé de prendre en compte les rapports de classes dans son pays, c'est-à-dire la force de l'opposition à ses projets. Le rôle de l'UE est de mettre son poids dans la balance pour peser sur ces rapports de forces, pour renforcer le gouvernement et le patronat dans un pays donné. Les grandes décisions sont prises par le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement et sont exécutées par la Commission européenne – même si dans les faits, la distinction n'est pas toujours aussi claire. Au-delà des conflits qui peuvent surgir entre

eux, ces gens-là font preuve d'une vraie solidarité de classe. C'est d'ailleurs ce que la gauche et le mouvement populaire doivent faire. C'est le sens de l'orientation du Parti de la gauche européenne pour construire un front politique et social au niveau européen.

En ce qui concerne les « arrangements contractuels », les vœux de Monti n'ont pas été exaucés au dernier Conseil européen. La proposition a été défendue avec beaucoup d'opiniâtreté par Angela Merkel mais elle a rencontré de la part de plusieurs gouvernements semble-t-il, de fortes résistances à des limitations supplémentaires de leur souveraineté. Elle n'a pourtant pas été abandonnée, mais renvoyée au mois d'octobre 2014, bien après les élections européennes. Rien n'indique pourtant que Merkel renonce à son projet.